

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°125 – Semaine du 12 octobre 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Intensité de R&D des pays nordiques

2,9%

En 2024, la dépense intérieure de recherche et développement représentait en moyenne 2,9% du PIB dans les cinq pays nordiques (moyenne pondérée), contre 2,2% dans l'Union européenne. La Suède arrive en tête avec 3,57%, devant le Danemark (3,2%), la Finlande (3,2%), l'Islande (2,48%) et la Norvège (1,80%).

Source: Statistiska centralbyrån, Danmarks Statistik, Tilastokeskus, Hagstofa Íslands, Statistisk sentralbyrå, Eurostat. Données 2024.

Pays nordiques

Un rapport alerte sur un risque de déclin de la compétitivité des pays nordiques. Une étude du cabinet de conseil *Copenhagen Economics*, commandée par le Conseil des ministres nordiques, montre que la région demeure parmi les plus productives de la planète, mais que le différentiel de croissance de la productivité par rapport aux États-Unis se creuse depuis 2012. Parmi les pistes de réformes évoquées figurent l'idée d'un marché nordique intégré, des réformes structurelles en matière de fiscalité, de R&D, de main-d'œuvre et une harmonisation de la transposition des législations européennes au sein de la zone.

Six États, dont le Danemark, la Finlande et la Suède, demandent de réduire le projet de budget pluriannuel de l'UE. Dans une lettre à la présidence irlandaise de l'Union européenne, leurs chefs de gouvernement et ceux de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Autriche jugent irréaliste la hausse nominale d'environ 60 % proposée par la Commission. Ils acceptent une hausse par rapport au cadre actuel mais demandent d'ôter plusieurs centaines de milliards d'euros à la proposition, écartent l'emprunt commun et veulent prioriser la sécurité et la défense, la compétitivité, l'innovation et la lutte contre l'immigration irrégulière.

Danemark

Dans son programme climatique pour 2026, le gouvernement danois a confirmé pouvoir atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030 et 2035.

Selon ce rapport (*Klimastatus- og fremskrivning*), l'objectif de réduction de 70 % des émissions en 2030 par rapport à 1990 serait dépassé de 0,4 Mt éq. CO₂. À l'horizon 2035, le gouvernement estime que l'objectif de réduction qu'il s'est fixé sera atteint (entre 82% et 85% de réduction). Un désaccord subsiste sur la capacité du secteur agricole et forestier à réduire ses émissions de 55 à 65 % d'ici 2030. Ces dernières semaines, le gouvernement et les organisations agricoles se sont opposés sur la mise en œuvre de l'accord tripartite pour un Danemark vert.

Une large majorité du parlement adopte le projet de loi sur le plan d'urgence pour le réseau électrique.

Le texte donne un fondement juridique aux nouveaux principes de hiérarchisation des raccordements au réseau, qui remplacent, à compter du 12 octobre, le principe jusqu'ici en vigueur du « premier arrivé, premier servi ». Ces dispositions permettront au gestionnaire du réseau de transport (*Energinet*), et aux gestionnaires des réseaux de distribution, de reprendre la délivrance des autorisations de raccordement, suspendue depuis sept mois.

Une analyse des fondations Carlsberg et Lundbeck chiffre l'impact des fondations actionnaires sur l'économie danoise.

Les 14 000 entreprises détenues par des fondations créeraient 413 MdDKK (55 Md€) de valeur ajoutée, contribueraient à hauteur de 115 Md DKK (15,39 Md€) aux

recettes fiscales, et représenteraient 1 emploi sur 10 dans le secteur privé. Les fondations *Carlsberg* et *Lundbeck* alertent néanmoins sur le faible nombre de nouvelles fondations créées depuis 2021, alors même que près de 40 000 entreprises sont aujourd'hui confrontées à un enjeu majeur de transmission générationnelle de leur direction. En septembre dernier, le propriétaire de *Coloplast*, groupe de dispositifs médicaux, a annoncé son intention de transférer la propriété familiale de l'entreprise à une nouvelle fondation actionnaire.

Un nouvel accord parlementaire vise à garantir la réalisation du projet de futur hydrogénoduc « Syvtallet » vers l'Allemagne.

Les formations signataires de ce compromis transpartisan ont accepté un renforcement du soutien de l'Etat au projet, via une augmentation de l'aide à l'exploitation accordée pour la réalisation de cette infrastructure qui reliera la ville portuaire d'Esbjerg à la frontière allemande. L'effort supplémentaire est de 5,6 MdDKK (750 M€), portant l'effort total de l'Etat à 16,5 MdDKK (2,2 Md€) sur la période 2030-2059. L'accord contribuera également à débloquent les décisions d'investissements des producteurs d'hydrogène, en décorrélant les engagements pris vis-à-vis d'*Energinet* au titre des réservations de capacités (0,5 GW d'ici décembre 2026), des engagements financiers (ces derniers devront représenter l'équivalent d'au moins 0,1 GW au lieu de 0,5 GW précédemment et être formalisés d'ici janvier 2028 au lieu de décembre 2026). Dans l'intervalle, et pour permettre à *Energinet* d'avancer sur la réalisation du projet malgré ces reports d'engagements financiers, l'État accorde une garantie à son opérateur à hauteur de 2,1 Md DKK (281 M€). La construction de cet hydrogénoduc devrait ouvrir la voie à un nouveau marché d'exportation pour l'hydrogène danois et

répondre aux besoins des acteurs allemands. Cinq projets d'hydrogène vert au Danemark ont obtenu des promesses de financement d'un montant total d'environ 11,8 Md DKK (1,6 Md€) de la part de la Banque européenne de l'hydrogène et de l'État allemand.

Avec l'inauguration du projet Greensand en mer du Nord, la première chaîne de valeur complète pour la capture, le transport et le stockage du CO₂ de l'UE voit le jour.

Le 18 septembre, la société britannique Ineos a inauguré à Esbjerg le navire Carbon Destroyer 1, qui transportera du CO₂ vers son site de stockage en mer du Nord de Greensand. L'objectif est de pouvoir transporter à terme jusqu'à 400 000 tonnes de CO₂. Greensand sera ainsi le premier site opérationnel de stockage offshore à grande échelle au sein de l'Union européenne. Ce projet doit permettre de prouver la faisabilité technique de l'ensemble de la chaîne de valeur, du captage au transport, en passant par le stockage sûr et permanent. Le CCS est un levier central de la stratégie danoise de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre. Le pays entend également accueillir les importations des pays émetteurs voisins.

Les voitures à essence représentent désormais moins de la moitié du parc automobile au Danemark (49,98%).

Les voitures électriques représentent quant à elles presque un quart du parc, selon *Mobility Denmark*. Cette hausse en très forte accélération depuis deux ans est favorisée par un cadre fiscal particulièrement incitatif.

L'industrie de défense danoise est en forte croissance mais souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, notamment d'ingénieurs.

D'après les chiffres publiés par l'Institut technologique danois, l'industrie danoise de la défense aura besoin

de 4 000 nouveaux employés d'ici 2030, ce qui représenterait une croissance de 79% du nombre d'employés du secteur. Afin de répondre à ces besoins, l'organisme insiste sur la nécessité de développer et de promouvoir les programmes de formation liés au secteur de la défense. Le gouvernement danois avait annoncé courant juin 2026 vouloir ouvrir 2 000 nouvelles places pour les étudiants des filières STEM (*Science, Technology, engineering and mathematics*).

Finlande

Les prévisions de la banque S-Pankki confirment la reprise de la croissance.

Les prévisions publiées le 6 octobre projettent une croissance du PIB finlandais de 1,6 % en 2026, de 2,0 % en 2027 et de 1,7 % en 2028. Elles s'inscrivent dans le mouvement généralisé de révision à la hausse des perspectives de croissance cet automne, notamment de la part du ministère des Finances et de la Banque de Finlande. La banque souligne l'amélioration des perspectives d'investissement dans les centres de données et l'industrie, et la progression des commandes industrielles. La reprise de la consommation resterait plus modérée. La hausse des prix des carburants et des taux d'intérêt continue toutefois de peser sur les ménages et sur le marché immobilier.

La confiance des consommateurs finlandais recule en septembre.

L'indicateur publié le 28 septembre par *Tilastokeskus* (Statistique Finlande) s'établit à -4,9, contre -3,0 en août, et reste inférieur à sa moyenne de long terme de -2,9. Les ménages jugent leur situation financière moins bonne qu'un mois plus tôt et sont plus nombreux à l'anticiper en dégradation d'ici un an. Les intentions d'achat de biens durables fléchissent : 13 % des ménages prévoient d'augmenter ces dépenses, 37 % de les réduire. Les achats automobiles font exception, à leur plus haut niveau d'intentions depuis 2021, l'institut y voyant un effet possible de la hausse des prix des carburants et une volonté des consommateurs de se tourner vers des véhicules électriques.

La hausse des prix des carburants alimente les discussions sur un soutien aux ménages et aux transporteurs.

Le prix moyen du gazole a atteint 2,40 €/litre en septembre en Finlande (+49,1% sur un an), tandis que le prix de l'essence sans plomb 95 s'établissait à 2,30 €/litre (+30,1%). Les taxes représentent environ la moitié du prix de l'essence et 40% de celui du gazole. Le gouvernement devrait

décider des mesures concrètes de soutien pouvant être apportées. Sont cités parmi les outils possibles évoqués un assouplissement de l'obligation d'incorporation de carburants renouvelables, des allègements fiscaux ou encore un renforcement des déductions pour les déplacements domicile-travail. Les transporteurs réclament une aide immédiate et ciblée. La confédération SKAL demande d'accélérer le dispositif de diesel professionnel dont le projet prévoit un remboursement de 3,3 centimes par litre avec une entrée en vigueur envisagée début 2028. Le 6 octobre, le gouverneur de la Banque de Finlande Olli Rehn a mis en garde contre des aides énergétiques généralisées et durables, susceptibles de prolonger les pressions inflationnistes.

Le Conseil finlandais de la productivité souligne la faiblesse persistante des gains de productivité.

Dans son rapport annuel publié le 30 septembre, le Conseil finlandais de la productivité constate que la productivité du travail dans le secteur des entreprises restait en 2025 proche de son niveau d'il y a près de vingt ans. Il souligne notamment les performances relativement faibles des services privés, une allocation insuffisamment efficace du capital et des compétences, ainsi qu'une utilisation des technologies numériques concentrée dans un nombre limité d'entreprises. Le conseil recommande de mieux cibler les aides publiques et de renforcer la politique de concurrence pour favoriser le renouvellement du tissu productif.

Nokia et ICEYE s'associent dans les communications satellitaires.

Nokia et l'entreprise finlandaise ICEYE ont annoncé le 1^{er} octobre un partenariat pour développer des systèmes de communications satellitaires à haut débit en orbite basse, destinés aux gouvernements et aux acteurs de la défense. Le partenariat répond au besoin de maintenir les communications militaires et civiles européennes lorsque les réseaux terrestres sont perturbés ou compromis, notamment

lors d'opérations de défense, de secours ou de gestion de catastrophes. Fondées sur des technologies européennes, les solutions permettront ainsi aux États utilisateurs de maintenir les communications satellitaires dans ces situations. Les premiers lancements sont envisagés en 2028.

Celui-ci vise notamment à acheminer la production renouvelable du nord et de l'ouest vers les principaux pôles de consommation, tout en accompagnant l'électrification industrielle, appelée à jouer un rôle déterminant à l'avenir.

Mirova finance un projet de stockage d'électricité en Finlande.

La société française de gestion Mirova, affiliée à *Natixis Investment Managers*, a annoncé un investissement en fonds propres de 65 M€ dans deux projets de stockage d'électricité par batteries développés par le suédois *Ingrid Capacity*. Le projet finlandais, situé à Pedersöre, représentera une puissance de 45 MW et une capacité de stockage de 90 MWh ; il est prêt à être construit. Ces batteries doivent accroître la flexibilité du réseau électrique et faciliter l'intégration des énergies renouvelables.

Soixante nouveaux projets de centres de données recensés en 2026.

Selon les données de la Confédération des industries finlandaises (EK), 60 nouveaux projets de centres de données ont été annoncés en Finlande cette année, contre 51 en 2025 et 27 en 2024. Jusqu'à ce jour, au total, 145 projets de centres de données ont été annoncés en Finlande, et d'autres sont en préparation. La disponibilité du foncier et de raccordements électriques suffisamment puissants constituera un facteur déterminant de leur localisation. Pour gérer les tensions sur le réseau, le gouvernement prépare une modification de la loi sur le marché de l'électricité organisant les priorités de raccordement.

Fingrid poursuit le renforcement du réseau électrique avec un investissement de 240 M€.

Le TSO finlandais Fingrid a annoncé le 29 septembre un investissement de 240 M€ dans *Metsälinja 2*, une liaison électrique entre Vaala et Jämsä (au centre de la Finlande) qui doit accroître d'environ 1 000 MW la capacité de transport en provenance du nord dès 2030. Ce projet s'inscrit dans le plan de développement du réseau pour 2026–2035, doté de 5,2 Md€ d'investissements prévus sur la période.

Islande

La Banque centrale maintient son taux directeur à 8%.

Après trois hausses successives de 25 points de base depuis février, le Comité de politique monétaire de la BCI a annoncé le 7 octobre maintenir son taux directeur à 8%. Il souligne que l'augmentation de l'inflation mesurée est principalement due aux effets de la guerre au Moyen-Orient et à la hausse des dépenses publiques, tandis que l'inflation sous-jacente serait restée relativement stable, dépassant de peu les 4%. Après des mesures à 5,3% en juillet et 5,6% en août, l'inflation était mesurée à 5,9% en septembre, selon *Statistics Iceland*, le chiffre le plus élevé en deux ans. L'inflation de septembre est notamment tirée par les prix du diesel et de l'essence, qui augmentent respectivement de 18,1% et de 16,1%. Cette augmentation s'explique en partie par la fin de la réduction temporaire de la TVA sur les carburants, qui est repassée de 11% à 24% le 1^{er} septembre. La BCI souligne qu'elle s'attend à une baisse de l'inflation en 2027.

La BCI effectue des achats supplémentaires de devises face à l'appréciation de l'ISK.

La BCI est intervenue sur le marché interbancaire de manière exceptionnelle le 25 septembre afin de compenser l'appréciation de l'ISK. Elle aurait acheté pour 21 MEUR de devises étrangères, selon *Íslandsbanki*. L'ISK se renforce depuis le début de l'année (+7% par rapport à l'euro), particulièrement entre juillet et septembre. La devise a atteint le 25 septembre un taux de change record, à hauteur de 1€ pour 136,6 ISK, la valeur la plus faible face à l'euro en quatre ans.

Une proposition de résolution parlementaire demandant le retrait formel de la candidature islandaise à l'UE a été déposée.

Les dirigeants du Parti de l'indépendance, du Parti du progrès et du Parti du centre ont déposé une proposition de résolution parlementaire visant à obtenir une confirmation officielle de retrait de la candidature islandaise à l'Union européenne.

Les trois partis demandent que le gouvernement notifie officiellement cette position à Bruxelles et obtienne une confirmation écrite de l'UE. Guðrún Hafsteinsdóttir, présidente du Parti de l'indépendance, présente cette initiative comme la suite logique du référendum du 29 août à la suite duquel les électeurs ont rejeté la reprise des négociations d'adhésion. Elle critique également le fait que le gouvernement ait engagé l'examen du projet de loi sur le protocole 35 sans avoir préalablement clarifié le statut de la candidature islandaise à l'UE.

Le projet de loi visant à mettre en œuvre le protocole 35 de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) débattu au Parlement.

La ministre des Affaires étrangères Þorgerður Katrín Gunnarsdóttir a présenté le texte le 6 octobre en première lecture au Parlement. Cette initiative intervient alors que l'Autorité de surveillance de l'AELE (Association européenne de libre-échange) a décidé de saisir la Cour de l'AELE contre l'Islande en raison du différend sur la non-application du protocole qui remonte à 2012. Þorgerður Katrín Gunnarsdóttir avait déjà présenté à deux reprises un projet de modification de la loi sur l'EEE afin de répondre aux demandes de l'Autorité, sans que celui-ci ne soit adopté par le Parlement.

Difficultés sur le marché de la construction.

L'Autorité du logement, de la construction et de l'aménagement (HMS) a présenté le 22 septembre un rapport selon lequel le nombre d'appartements en construction aurait diminué de 11% depuis le mois de mars. Près de 1 900 nouveaux appartements seraient prêts mais invendus, 85% de plus qu'un an auparavant.

Norvège

La Norges Bank augmente son taux directeur à 4,5%.

Le 24 septembre, la Banque centrale de Norvège a de nouveau relevé son taux directeur, de 4,25% à 4,5%. Il s'agit de la 2^{ème} hausse après celle de mai 2026, de 4% à 4,25%. Le taux directeur retrouve son niveau atteint entre décembre 2023 et septembre 2025. « *Le comité est prêt à le relever davantage si cela s'avère nécessaire pour ramener l'inflation vers l'objectif de 2 % dans un délai raisonnable* », a déclaré la gouverneure de la Norges Bank Ida Wolden Bache. Cette hausse s'est heurtée aux critiques de l'opposition. Le Parti du progrès, le Parti populaire chrétien et le Parti conservateur dénoncent son impact sur le pouvoir d'achat et les ménages endettés. Le Parti rouge et le Parti socialiste de gauche estiment qu'elle pénalise inutilement les ménages et l'économie alors qu'une partie de l'inflation vient de l'étranger.

Le gouvernement veut réviser à la hausse le seuil d'éligibilité du Norgespris en 2027.

À l'occasion de la présentation du projet de loi de finances le 7 octobre, le gouvernement propose de réviser à la hausse le seuil d'éligibilité du *Norgespris*, le dispositif d'aide destiné à réduire la facture d'électricité des ménages. Cela signifie que l'aide deviendrait moins généreuse pour les ménages norvégiens. Aujourd'hui, avec le *Norgespris*, les ménages supportent un prix de référence de 40 øre/kWh (0,037 €/kWh) hors TVA, l'État couvrant la différence lorsque le prix de marché est supérieur. En 2027, le gouvernement propose de porter ce niveau à 45 øre/kWh (0,042 €/kWh), soit une hausse de 12,5 %.

Intégration du dispositif d'ajustement carbone aux frontières de l'UE dans l'accord

EEE. Le 25 septembre, le comité de l'EEE a transposé 89 nouvelles directives européennes dans l'accord EEE, parmi lesquels le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF, ou CBAM en anglais). Ce mécanisme vise à soumettre certains

produits importés dans le territoire douanier de l'Union Européenne à une tarification du carbone équivalente à celle appliquée aux industriels européens fabriquant ces produits. Le mécanisme n'entrera en vigueur qu'une fois sa transposition approuvée par l'Islande, de la même manière que le parlement norvégien l'a approuvé en juin. La ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a souligné que cette intégration est bénéfique pour la compétitivité norvégienne et pour le climat. Le gouvernement a déclaré que l'objectif était que le MACF s'applique intégralement à partir de 2027.

Le gouvernement accélère le développement du gisement de terres rares de Fensfeltet.

Le 23 septembre, la ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des collectivités locales ont présenté les prochaines étapes du développement de champ de Fen (Telemark), l'un des plus importants gisements de terres rares d'Europe. Le site recèle notamment du néodyme et du praséodyme, utilisées dans la fabrication d'aimants permanents pour les éoliennes et les véhicules électriques. Le gouvernement souhaite accélérer le développement du projet et prévoit d'achever le processus de planification au plus tard en 2028. Une première consultation publique doit être organisée en 2027 afin de déterminer les zones concernées, les études d'impact à réaliser et les conditions d'extraction et de traitement des minerais.

La Norvège prévoit de financer une deuxième plateforme de lancement orbital à Andøya.

Le gouvernement norvégien prévoit d'investir 60 M€ pour financer une deuxième plateforme de lancement orbital depuis Andøya. La ministre du commerce et de l'industrie, Cecilie Myrseth, a annoncé ce plan d'investissement le 30 septembre. Cette plateforme sera financée et détenue par l'État norvégien et construite par l'Agence norvégienne des infrastructures de

défense (*Forsvarsbygg*). La plateforme sera ensuite louée à *Andøya Space*. La première plateforme de lancement est, quant à elle, louée à la *startup* allemande *Isar Aerospace* dans le cadre d'un contrat de long terme avec *Andøya Space*.

Débat sur l'exploitation des hydrocarbures dans l'Arctique.

Le débat sur l'exploitation des hydrocarbures dans l'Arctique norvégien, notamment au large de la zone des Lofoten, des Vesterålen et de Senja (LoVeSe), a été relancé face au déclin attendu de la production nationale. Les partis favorables sont le Parti du progrès et le Parti conservateur, qui plaident pour réaliser des études d'impact, afin d'envisager l'exploitation pétrolière et gazière de la zone. Les partenaires sociaux (syndicats et patronat) s'y disent favorables. Le gouvernement actuel est opposé à l'exploitation de ces zones mais si la majorité gouvernementale venait à changer, il pourrait y avoir une évolution. Le Parti socialiste de gauche et le Parti libéral ont réitéré leur opposition. Le Parti du centre, réfractaire à l'exploitation de la zone, est néanmoins favorable à la construction d'une raffinerie au nord du Royaume pour renforcer la sécurité énergétique nationale.

Le gouvernement souhaite relancer l'éolien terrestre en versant 30 M€ aux communes norvégiennes.

Le 18 septembre 2026, la direction norvégienne des ressources en eau et de l'énergie (NVE) a confirmé le versement de près de 30 M€ répartis entre 50 communes qui accueilleront de l'éolien terrestre pour renforcer l'intérêt local à accueillir ces énergies renouvelables. Les principaux bénéficiaires sont Åfjord (4,51 M€), Vefsn (2,47 M€), Bjerkreim (2,12 M€), Tromsø (1,73 M€) et Bremanger (1,38 M€). Ces recettes proviennent de la taxe sur la production éolienne de 2025. Cette taxe, instaurée en 2022, est passée de 0,99 €/MWh à l'origine à 2,02 €/MWh (2025), puis à 2,25 €/MWh en 2026. Malgré la hausse de la taxe, les recettes restent stables à 28,3 M€ en 2025 (28,6 M€ en 2024) car la production éolienne a reculé à 13,9 TWh en 2025 en raison de vents moins favorables.

Premiers essais des trains Alstom dans la région d'Oslo.

Les nouvelles rames du groupe français ont effectué leur premier trajet d'essai entre Oslo et Lillestrøm le 28 septembre. La ministre des transports Kamzy Gunaratnam était à bord. Leur mise en service est prévue à partir d'avril 2027. Chaque rame peut accueillir jusqu'à 800 passagers. Lancé en 2017, le projet a conduit à la signature, en 2022, d'un contrat-cadre de plus d'1,8 Md€ entre Alstom et *Norske Tog* portant sur 200 trains Coradia Nordic destinés à renouveler le parc régional. Alstom s'appuie sur un héritage de plus de 150 ans en Norvège et est devenu le premier fournisseur de trains du pays. Le groupe français y emploie aujourd'hui 120 personnes réparties sur quatre sites. « *Nous sommes fiers de contribuer au développement des chemins de fer norvégiens et avons hâte de voir les nouveaux trains en service à partir de 2027* » a déclaré la DG d'Alstom pour la Norvège et l'Islande Lena Angela Nesteby.

Suède

Le ministère des finances relève à 3,0 % sa prévision de croissance pour 2026 et l'abaisse à 2,3 % pour 2027.

La ministre des finances du gouvernement actuellement démissionnaire, Elisabeth Svantesson, a présenté le 8 octobre une nouvelle prévision qui porte la croissance du PIB à 3,0% en 2026, contre 2,5% dans la prévision du 27 août, et la ramène à 2,3% en 2027, contre 2,5%. Le gouvernement expédie les affaires courantes depuis la démission d'Ulf Kristersson le 17 septembre. Le projet de budget pour 2027 sera déposé par le gouvernement qui sera formé à l'issue des consultations en cours. La prévision actualisée pour 2026 rejoint celle du *Konjunkturinstitutet* (institut public de la conjoncture) du 30 septembre (3,0 %) ; celle pour 2027 se situe légèrement en dessous (2,4 %).

Le déficit public s'établit à 1,6 % du PIB en 2025 et la dette au sens de Maastricht à 35,4 % du PIB.

Selon les données publiées le 30 septembre par *Statistiska centralbyrån* (SCB, office statistique), le solde des administrations publiques présente en 2025 un besoin de financement de 103 Mds SEK (9,2 Mds€), en dégradation de 3 Mds SEK par rapport à 2024. La dette brute consolidée atteint 2 350 Mds SEK (209 Mds€) fin 2025.

La Banque de Suède rejoint l'EUREP.

L'Eurosystème a approuvé le 1^{er} octobre la demande de la Banque de Suède (*Riksbank*) d'adhérer à l'EUREP, la facilité de l'Eurosystème destinée aux banques centrales hors zone euro. Ce dispositif leur permet d'accéder à des liquidités en euros en contrepartie de garanties éligibles, notamment en période de tensions sur les marchés financiers. Cette ligne de liquidité constitue un mécanisme de précaution visant à renforcer la capacité de la Suède à faire face aux chocs financiers et à préserver la stabilité de son système financier. Dans ce cadre, la *Riksbank* pourra

emprunter jusqu'à 50 Md€, contre des titres éligibles libellés en euros apportés en garantie.

Stegra nomme Håkan Buskhe directeur général et annonce un besoin de financement supplémentaire pour achever son aciérie verte à Boden.

Le 30 septembre, le conseil d'administration de *Stegra* a indiqué que les coûts d'achèvement du projet sont nettement supérieurs aux hypothèses de juin, principalement en raison de la remontée en charge du chantier après le ralentissement des travaux en début d'année et de l'inflation. Le montant n'est pas communiqué. Selon l'hebdomadaire *Affärsvärlden*, qui cite deux sources indépendantes, il atteindrait au moins 10 Mds SEK (891 M€). Ce besoin s'ajoute au tour de 1,4 Md€ mené par *Wallenberg Investments* et clos le 24 juin, que le conseil jugeait alors suffisant sans exclure un complément. Håkan Buskhe, actuel directeur de la société d'investissement FAM AB au sein de la sphère Wallenberg, et ancien directeur général de Saab, prendra ses fonctions le 1^{er} novembre tandis qu'Henrik Henriksson, cofondateur, reste conseiller.

Volvo Cars renonce à ses objectifs 2026 de volumes et de flux de trésorerie après un recul de 10,7 % de ses ventes au troisième trimestre.

Le constructeur automobile, contrôlé par le conglomérat chinois Geely, a annoncé le 2 octobre qu'il n'atteindrait pas ses objectifs annuels et ne publierait pas de nouvelle prévision à court terme. Ses ventes au détail ont atteint 141 609 véhicules entre juillet et septembre, contre 158 615 un an plus tôt. Elles reculent de 40,6 % en Chine et de 14 % sur le continent américain, et progressent de 2 % en Europe et dans le reste du monde. Les ventes de modèles entièrement électriques augmentent de 28,6 %, à 32 % du total. Volvo Cars maintient son objectif de long terme d'une marge opérationnelle de 8 % et publiera ses comptes trimestriels le 23 octobre.

Le coût final de l'extension du métro de Stockholm est réévalué à 99,8 Mds SEK (8,89 Mds€), soit 22,9 Mds SEK (2,04 Mds€) de plus que les financements décidés.

Selon la revue publiée le 25 septembre par la direction de l'extension du métro de la Région de Stockholm, l'écart porte pour 20,8 Mds SEK (1,85 Md€) sur les tronçons cofinancés par l'État, la Région et les communes de Stockholm, Solna, Nacka et Järfälla, et pour 2,1 Mds SEK sur le matériel roulant et les dépôts, à la charge de la seule Région. La prévision intègre 9,8 Mds SEK de risques. La direction attribue le dépassement à l'allongement des travaux et à la hausse des prix de la construction. Les mises en service sont décalées d'un an vers la commune de Barkarby (fin 2028) et Arenastaden (fin 2029), de près de deux ans vers Nacka et le sud de la ville (début 2032). La répartition du surcoût doit être négociée entre les parties.

Une enquête publique propose que l'État reprenne neuf aéroports régionaux et renvoie à 2033 l'examen de l'avenir de Bromma.

Remis au gouvernement le 30 septembre, le rapport propose de porter de dix à dix-neuf le nombre d'aéroports détenus par l'État, au titre de l'accessibilité du territoire et de la défense totale (*totalförsvar*). Swedavia, l'exploitant public, reprendrait les sites d'Arvidsjaur, Gällivare, Halmstad, Jönköping, Kalmar, Skellefteå, Stockholm Skavsta, Sundsvall et d'Örebro, dont huit appartiennent aujourd'hui à des collectivités et Skavsta à un actionnaire privé. Le rapport propose aussi un préavis de douze mois pour toute mesure réduisant l'usage d'un aéroport et davantage de liaisons sous obligation de service public. Il ne propose pas la fermeture de l'aéroport de Bromma et recommande un point d'étape en 2033. La convention d'exploitation résiliée par la ville de Stockholm court jusqu'à fin 2038.

NCC cède sa division industrie pour une valeur de 8,2 Mds SEK (731 M€).

Le groupe de construction NCC a annoncé le 7 octobre la vente de sa division industrie à deux acquéreurs : l'allemand Heidelberg Materials reprend les activités en Suède et en Norvège, l'irlandais CRH celles du Danemark et de la Finlande. Le prix, réglé en numéraire, doit dégager un flux de trésorerie d'environ 7 Mds SEK (624 M€). La division a réalisé en 2025 un chiffre d'affaires de 12,6 Mds SEK (1,12 Md€) et un résultat d'exploitation de 879 M SEK (78 M€). NCC motive la cession par l'intensité capitalistique de cette activité et se recentre sur la construction et le génie civil. L'opération, soumise à l'accord des autorités compétentes, devrait être finalisée au second semestre 2027.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriel (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	0,0	1,6
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,5	0,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,8	0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4	0,7
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2	0,3
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7	-3,0

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,50	0,44
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,90	1,71
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,59	1,89
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,31	3,07
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,25	5,19

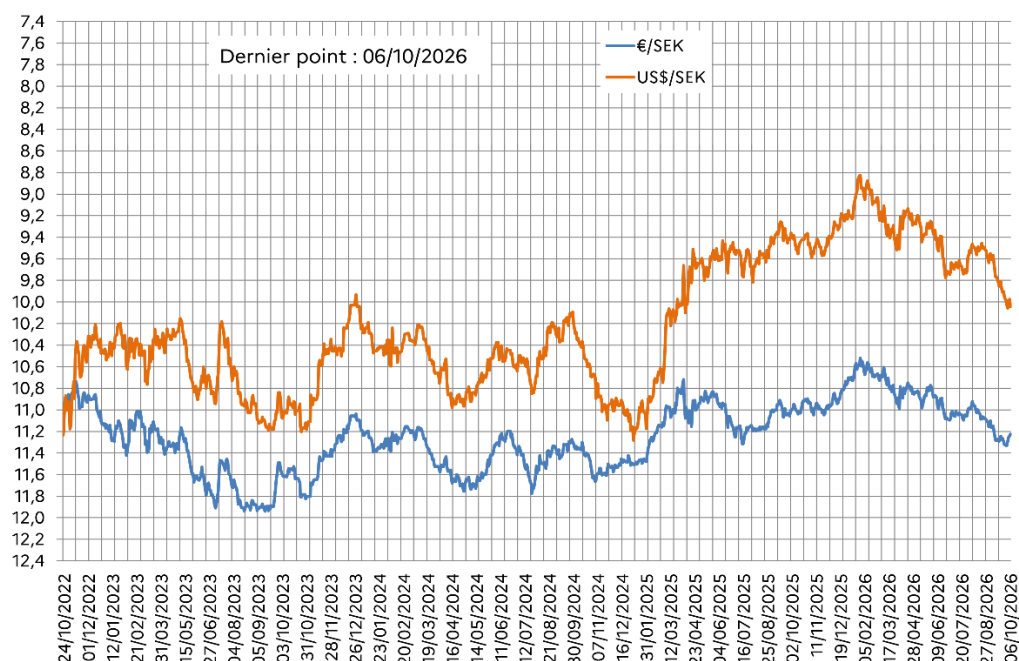
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

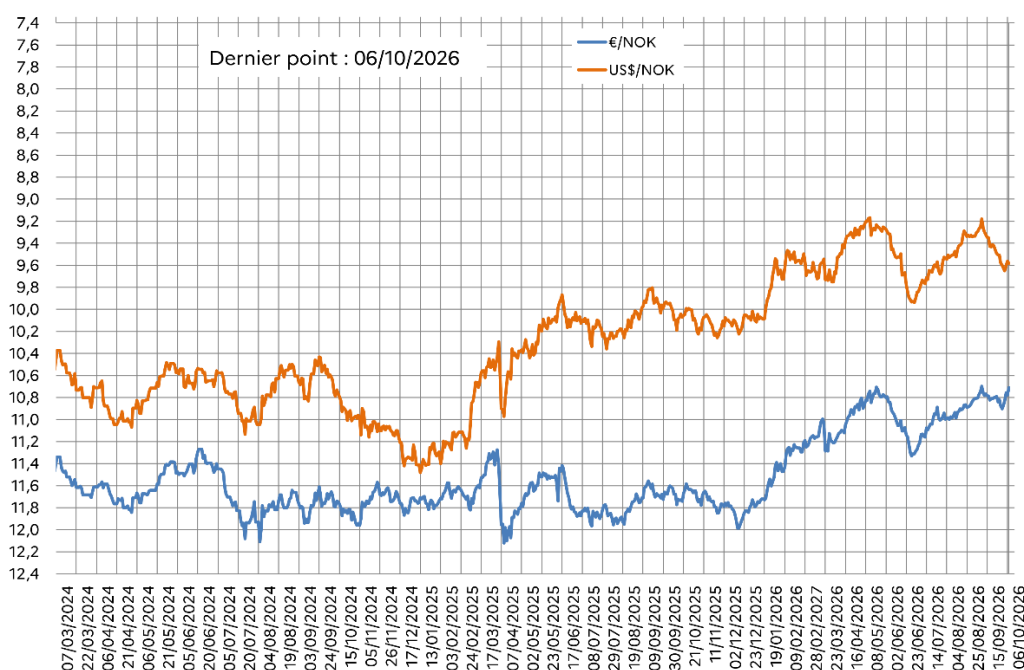
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : la Cheffe du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » **S. Prudent**
stephanie.prudent@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, K. Lardé), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, A. White) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr